L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 22 JANVIER 1876. | 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 22 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'encan St Charles, rue St. Charles, propriétés de valeur dans le Deuxième et Troisième districts.

Grande occasion pour achéter des propriétés de ville, aujourd'hui à midi, à la Bourse St-Charles. Ces propriétés de choix doivent être vendues positivement par le ministère de Mr C. E. Girardey, encanteur, pour division, succession, etc ... Avec la réduction de taxe annoncée officiellement par l'Administrateur de ville et avec la perspective des réformes législatives et d'un avenir plus brillant, les chances offertes pour des placements sûrs ne doivent pas être négligées. Les propriétés suivantes composent la liste d'aujourd'hui.

1.—Pour le compte de la succession de Cyprien Dufour, cette excellente batisse en briques à trois étages, formant magasin et résidence, rue Bienville 79, entre les rues Royale et Bourbon.

2.—La maison à deux étages en briques avec un attique rue Bourbon 285, formant l'angle des rues Bourbon et Quartier.

3.—La maison basse en briques avec un attique rue Bourbon 287.

4.—La maison basse en bois rue du Quartier 83.

5.—Le bel cottage double et un lot vacant formant l'angle sud-est des rues Derbigny et Kerlerec.

6.—Les maisons de bois à un et deux étages rue Derbigny, joignant le Straight University entre les rues Esplanade et Kerlerec.

7.—Le cottage en bois rue Kerlerec entre les rues Claiborne et Derbigny.

8.—Dans l'affaire de C. A. White et al. contre E. Whitenberg et al. Le magasin et maison, formant l'encoignure nord-ouest des rues Crape et Kimpire.

9.—Pour la succession de John Onder et Barbara Eish—le cottage double dans la rue Thalie, entre les rues Claiborne et Willow.

10.—Le bel cottage en bois, nouvellement bati, No. 502 de la rue de l'Auppetation, entre les rues Première et Seconde—dernière de choix et excellent voisinage.

11.—Le cottage double, en bois, à façade du dernier genre, No. 129 de la rue Seconde, entre les rues Constance et Laurel.

12.—Le cottage en bois et la maison à étage et en bois dans le fond, No. 823 de la rue Première, entre les rue Dryades et St. Denis.

Pour les détails complets, voir les annonces et les plans à la vente.

☞Achetez vos bonbons fins à 75 cents la livre; vous feriez erreur à 60 cents la livre chez **Adolphe Lemaune**, rue de Chartres, 207 entre Dumaine et Ste-Anne. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Samedi, 22 janvier 1876

ACADEMIE.—A midi et le soir, Dead for the world.
ST-CHARLES.—A midi et le soir, Mazeppa.
VARIETES.—A midi, Les Deux Orphelines, le soir Capt. Fanny.

Les troubles des paroisses du Nord-Est.

Si une population se trouvé placée dans des conditions telles qu'elle soit à la merci, non seulement des voleurs officiels, mais encore sans protection d'aucune sorte contre les voleurs particuliers, si elle voit ses propriétés taxées outre mesure dans le présent et grevées pour l'avenir de la responsabilité de dettes écrasantes contractées pour enrichir une association de gredins de la pire espèce, si elle voit les juges et les autres magistrats issus de la même source impure que les fonctionnaires prévaricateurs, couvrir ceux-ci de la protection de la justice prostituée par eux, si, enfin, elle voit les fruits de son travail dérobés nuitamment et quelquefois au grand jour et devenus l'objet d'un trafic illicite facilité par le refus d'agir ou les complaisances de juges corrompus, il n'y a pas lieu de s'étonner que cette population poussée à bout et ne trouvant aucun secours dans les voies ordinaires de redressement, se laisse entraîner à reconnaître des moyens extra-légaux pour se faire justice à elle-même ou se protéger.

Et, une fois la lutte engagée entre les membres d'une société ainsi faussée et les représentants infidèles de la légalité et leurs complices et soutiens, il n'est pas extraordinaire que le désordre et la confusion s'en suivent et que les violences et les excès ne soient la conséquence obligée des premiers actes de justice sommaire accomplis avec la sanction tacite ou expresse de tous les honnêtes gens indignés.

C'est là ce qui vient de se produire dans les paroisses des Feliciana et d'Est-Baton-Rouge.

L'excès du mal et la connivence des fonctionnaires et des magistrats avec les malfaiteurs, ont désorganisé la société et produit des mouvements populaires qui ont été ensuite suivis de procédés plus ou moins arbitraires par des redresseurs de torts vrais ou prétendus. Dans les récits contradictoires des actes de violence ainsi commis, il devient difficile de distinguer le vrai du faux et de savoir si l'action des agresseurs, est basée sur un grief général plausible ou sur un motif particulier.

Sans nier que des gens mal intentionnés peuvent profiter du désordre existant pour assouvir des vengeances particulières, il y a une forte présomption pour croire que, dans la plupart des cas, les personnes qui auront été à se plaindre de violences, devaient être notoirement connues comme étant en guerre avec la société au milieu de laquelle elles vivaient ou comme favorisant les dépréditions audacieuses dont les habitants étaient victimes. Il serait absurde de supposer que des citoyens honnêtes et paisibles, se livrant à un commerce ou à des occupations légitimes, puissent être l'objet d'attaques qui ne seraient motivées par rien.

Les victimes de ces attaques extra-légales ne manquent pas, quoi qu'il en soit, de se poser en martyrs de persécutions politiques, bien que la politique n'ait rien à faire en pareille matière, et les organes radicaux cherchent à tirer avantage de ces plaintes, en exagérant ou en dénaturant les faits.

Il y a là un danger contre lequel il est bon de se garder. Les bons citoyens doivent se liguer pour faire cesser tous les actes de violence individuels et aviser aux moyens à prendre pour rétablir l'ordre et le fonctionnement de la justice régulière dans leurs paroisses respectives. Autrement, la continuation des désordres pourrait un prétexte aux radicaux pour demander l'occupation militaire de ces paroisses, ce qui permettrait aux meneurs de ce parti de se livrer à des manœuvres frauduleuses dans la campagne électorale, actuellement ouverte.

Les citoyens d'Est Feliciana semblent avoir compris la nécessité de mettre un terme aux actes extra-légaux et dans un meeting tenu à Clinton, ils ont adopté des résolutions dans lesquelles ils annoncent l'intention d'appuyer le nouveau shérif J. F. Monahan dans l'accomplissement de ses devoirs. Ils demandent au Sénat de confirmer cette nomination et ajoutent que la nomination d'un bon citoyen à la place de recorder contribuerait beaucoup au maintien de la paix et de l'harmonie dans la paroisse.

Les conservateurs des paroisses d'Ouest Feliciana et d'Est Baton Rouge, paraissent également soucieux de voir l'ordre et la légalité rétablis dans leurs paroisses. Mais ils ne peuvent offrir leur concours qu'à des fonctionnaires honnêtes et disposés à faire consciencieusement leur devoir. On ne peut leur demander de se soumettre aux gens qui sont les auteurs de tout le mal commis dans ces paroisses et qui se sont faits les instigateurs ou les complices d'un système de pillage intolérable. Le manteau de la légalité ne doit pas abriter les voleurs et on ne peut exiger d'une population qu'elle se soumette aux lois qu'à la condition que ces lois seront appliquées pour la protection de tous les droits et de tous les intérêts et non pour encourager le pillage, le vol et la fraude.

—Liste des passagers arrivés par le steamer Frankfurt du Havre:

Mr C. Maureau et famille, Alf. Slidell, De Brême; H. Fernandez, H. Rohde, E. Sommer; De la Havane: Chs. Shelden, E. Buckley, L. A. Vionnet, Miss E. G. Wright, G. L. Litte et dame, et 45 passagers.

La visite de Dom Pedro.

On fait beaucoup de bruit depuis quelques jours, à propos de l'invitation à adresser à l'empereur du Brésil de venir visiter la Nouvelle-Orléans. Rappelons, d'abord, les faits annoncés relativement à cette visite.

L'empereur du Brésil s'obtenu de ses Chambres l'autorisation de s'absenter pendant quelques mois, dans le but de venir visiter l'Exposition du Centenaire à Philadelphie. Il n'entend nullement voyager en empereur, entouré de sa cour, ni se faire transporter par une flotte ou une escadre de son empire. Il a été annoncé qu'il voyagerait en simple particulier, en gardant ce qu'on est convenu d'appeler l'incognito. Les dépêches ont même ajouté qu'il prendrait la voie des paquebots à vapeur comme un simple passager. Si cela est, comme il n'y a qu'une seule ligne qui relie les ports du Brésil aux Etats-Unis, il n'aura pas le choix et devra débarquer à New-York.

Cependant, il est possible que pour éviter les inconvénients de l'encombrement, l'empereur du Brésil se décide, soit à frêter un vapeur spécial, soit à employer un des avisos de sa marine, ce qui lui permettrait de débarquer dans celui des ports de l'Union qu'il lui conviendrait de choisir.

L'invitation, émanant de l'administration municipale de la Nouvelle Orléans, a donc sa raison d'être et nous ne pouvons que l'approuver. Elle rentre dans la catégorie des courtoisies que toute grande ville peut et doit faire à un personnage de distinction. Une réception par les autorités d'une ville ne contrarie pas l'incognito que désire garder l'illustre visiteur.

Il n'en serait pas de même d'une invitation au nom de l'Etat. Dom Pedro n'entend pas être reçu en souverain ni par les autorités des Etats-Unis, ni par celles des Etats. Voyageur venant en simple curieux, il doit s'attendre à trouver dans les grandes villes qu'il visitera, les égards et les attentions dûs à sa personne et à son caractère, mais il ne désire et n'acceptera rien de plus.

Nous pensons donc qu'en thèse générale, il n'y a pas lieu d'adresser à Dom Pedro une invitation au nom de l'Etat de la Louisiane. Maintenant, au point de vue des conditions particulières de notre gouvernement d'Etat, nous disons que les démocrates de la Chambre ont eu mille fois raison de déposer sur le bureau la proposition d'invitation. Ce serait donner à l'empereur du grand pays avec lequel nous désirons entrer en relations une triste idée de notre Etat, que de charger du soin de le recevoir les gens qui occupent en ce moment, grâce à l'usurpation, les plus hautes fonctions de notre gouvernement d'Etat. Nous n'avons pas besoin de nous étendre sur ce point, on comprendra notre pensée.

Si Dom Pedro est disposé à venir ici, il y viendra assurément sur les invitations des autorités municipales et de nos chambres de commerce. Il y sera plus fêté de la réception qui lui sera faite par ces représentants de la métropole commerciale du Sud, qu'il ne pourrait l'être d'être reçu par Kellogg, ou en l'absence de Kellogg par Antoine, Pinchback, Murrell et tous les autres grands personnages du radicalisme noir et blanc.

Nous regrettons de voir que nos confrères du *Democrat* et du *Bulletin* aient pris une position différente de celle qu'ont cru devoir prendre les démocrates de la chambre sur cette question. Ils n'ont probablement pas approfondi suffisamment la question, autrement ils fussent arrivés à la même conclusion que nous, à savoir que l'invitation par la ville suffit à l'objet qu'il est désirable d'atteindre.

ALMANACH DU WORLD.—Nous avons reçu l'almanac du *World* pour 1876. Il contient des statistiques politiques et autres informations fort intéressantes.

UN CHANT DE GUERRE CUBAIN.—Nous avons reçu de madame C. Edmonston deux exemplaires d'un chant de guerre cubain. Les personnes sympathiques à la cause des cubains révoltés pourront s'en procurer dans les différents magasins de musique.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Aujourd'hui, en matinée, on donnera la dernière représentation des *Deux Orphelines*.

Ce soir, aura lieu la première représentation de drame de M. E. C. Hancock, *Captain Fanny*; cette nouveauté littéraire offre un grand attrait de curiosité, puisque l'auteur est membre du Club des Variétés et l'un des écrivains de la presse de la Nouvelle-Orléans.

On annonce pour lundi le drame militaire à grand spectacle : *Col. Willoughy ou Not Guilty*. On promet une mise en scène extraordinaire.

COMPAGNIE D'ASSURANCE DES POMPIERS.—On verra par une annonce insérée plus loin que cette Compagnie présente sous la forme de cinq dividendes un bénéfice qui ne s'élève pas à moins de 70 0[0 pour l'année qui a expiré au 31 décembre 1875. Il y a dans ce compte 10 0[0 d'intérêt annuel pour le capital social payé, 5 0[0 pour le fonds de réserve, 10 0[0 pour l'association de charité des pompiers, 5 0[0 de dividende pour le capital payé et 40 0[0 pour les assurances en participation. Ce résultat, vraiment extraordinaire, donne une haute idée de l'administration de la Compagnie des Pompiers qui a pour Président Mr I. N. Marks, pour vice-président Mr C. Prudhomme et pour secrétaire Mr R. H. Benners. Nous publions autre part la liste nominale des directeurs.

ENGRAIS.—Si vous voulez avoir de grosses récoltes, employez le "Raw Bone Super phosphate" de Stern. C'est, en effet, l'agent le plus propre à enrichir le sol. On en a déjà fait l'essai maintes fois et toujours il a répondu à l'attente des agriculteurs. C'est dans le Sud surtout qu'il a été employé, et sous ce climat son action est admirable. Il en est ainsi aperçu dans les récoltes des dernières années pour le coton, le sucre et les céréales. La production a pour ainsi dire doublé. Cet engrais se vend $65 et $45 le tonneau de 2000 livres. Un escompte de 10 o[o sur ces prix est accordé aux acheteurs qui en prennent de grandes quantités. Pour plus amples informations s'adresser au bureau de la compagnie, rue de l'Union 14. C. M. Soria, président, Paul Robelot, secrétaire et trésorier. J. J. Meyer, agent général.

Louisiana.

Nous lisons dans le *courrier de la Louisiane* :

PROFITS DE L'ÉLÈVE DES PORCS.—Nous avons pu récemment recueillir quelques faits qui prouvent tous les profits de cette industrie. Il y a huit ans, Mr Jean Baptiste Hébert a donné à Mr Gustave Roger Sr., une jeune truie de race croisée Berkshire et Chester (blanche), race que Mr Roger venait d'importer de Lafourche. Mr Roger vers ce temps s'était établi près de Jeannerette, mais aujourd'hui réside près de Centreville. Nous tenons de lui les faits suivants :

Son fils a eu de cette truie douze portées de treize jeunes cochons chaque, et de trois d'entre elles, Mr Roger en élevait trente-sept. Ainsi cette femelle unique a fourni à une forte famille toute la viande et la graisse dont elle a eu besoin pendant six ans, et a maintenant mis bas une autre portée de treize. Puisque ces animaux multiplient si rapidement, pourquoi nos habitants sont-ils obligés d'acheter de la viande et de la graisse de l'Ouest, surtout s'ils veulent un peu d'attention sur le côté de l'élève des porcs est, au moins, aussi facile ici, pour ne pas dire plus, qu'en aucune partie des Etats-Unis. Nous avons le terme exact que le temps n'est pas éloigné, où la vente d'un baril de porc des Etats du Nord ou de l'Ouest, sera un cas exceptionnel en Louisiane. C'est vraiment honteux pour nos habitants que cela ait été si longtemps le cas.

—Mme de La Guéronnière a reçu de Chislehurst les deux télégrammes suivants ;

Madame la Vicomtesse.

La triste nouvelle que vous nous avez annoncée nous affilge profondément. Mon fils et moi nous prenons une part très vive à la douleur que vous éprouvez et à celle de vos enfants, car la perte que vous venez de faire en est une aussi pour nous.

Comtesse de PIERREFONDS.
(Impératrice EUGÉNIE.)

Madame la Vicomtesse.

Ma mère vous a déjà exprimé nos regrets ; mais je tiens à vous dire moi-même combien je sens vivement la perte que vous venons de faire dans la personne de M. de la Guéronnière.

LOUIS NAPOLÉON.

Législature de la Louisiane.

Vendredi, 21 janvier 1876.

SENAT.

Le Sénat est appelé à l'ordre à midi; 20 sénateurs présents.

Le comité du judiciaire fait un rapport favorable sur le bill pour la protection du poisson et du gibier. Le rapport est reçu.

Présentation de bills.

Par M. Detiège : Un bill pour le jugement des appels dans les affaires sommaires. Référé.

Par M. Young : Un bill pour autoriser le juri de police de Concordia à convertir la dette. Référé.

Par M. Stevens : Un bill autorisant la Bourse au Coton à élire un membre de ce corps à siéger au Bureau de Conversion en l'absence du président. Référé.

Par le même : Un bill amendant et redécrétant la section 3274 du Code civil révisé. Référé.

Par M. Twitchell : Un bill fixant la compensation des shérifs des diverses paroisses de l'Etat.

M. Stevens a donné avis d'un bill amendant l'article 2523 des statuts révisés.

Le Sénat refuse de suspendre le règlement pour différer le bill de M. Stamps pour la réduction du salaire du gouverneur de $8,000 à $5,000.

Mr. Grover remplace Mr. Antoine au fauteuil.

Le rapport du comité chargé d'examiner les livres du secrétaire d'Etat au sujet de la famille Greene, constate que ces livres indiquent qu'il y a eu cinq personnes de nommées ou élues à des emplois dans la paroisse Lincoln, mais il ne dit pas si l'accusation portée contre le certificat du secrétaire est vraie ou non.

Le Burch propose d'amender le rapport en y ajoutant une clause portant que le certificat était correct. La question préalable étant mûtée par 16 voix contre 13, l'amendement est adopté par 18 voix contre 7.

Plusieurs sénateurs expliquent leurs votes. Mr. Blackburn en terminant ses remarques, présente une protestation dans laquelle il dit qu'il peut prouver que, depuis longtemps, il n'y a plus dans la paroisse qu'un seul membre de la famille Greene qui y ait un emploi, savoir Chas. J. Greene, collecteur de taxes, si on excepte le trésorier d'école et le maître de poste.

M. J. A. Greene a été nommé enregistreur mais a donné sa démission et a été remplacé par John S. Jouis. Le nom de W. H. Green qui est sur le certificat du Secrétaire d'Etat doit être corrigé en celui de W. H. Guien et J. B. Green, membre du juri de police est non seulement étranger à la famille de Allen Green mais encore est un démocrate.

Le président désire que la requête de M. Blackburn pour faire insérer sa protestation au procès-verbal, n'est pas admissible.

Le rapport est adopté avec l'amendement.

Un bill proposant un amendement constitutionnel qui interdise à l'assemblée générale de créer des monopoles, et limitant ses dépenses à $200,000 par an, est appelé par M. Brunet et référé pour la seconde lecture au comité du judiciaire.

Le bill de la Chambre pour l'incorporation du "St-Patrick Savings Bank" est référé.

Après une séance exécutive le Sénat s'ajourne à lundi à midi.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre se réunit à midi dix minutes. Quatre-vingt-dix-huit membres sont présents. M. Estillette occupe le fauteuil.

Une résolution ordonnant la nomination d'un comité pour examiner les comptes de MM. Bloomfield & Co., contre l'Etat, est adoptée.

M. Edwards, de Tangipahoa, présente une résolution pour la nomination de deux autres sergents-d'armes. M. Jeffries dit qu'il y a tant de comités d'investigation, que les officiers actuels ne peuvent suffire à porter les citations, etc. Il est donc nécessaire d'en augmenter le nombre. La résolution est adoptée après un court débat.

Mr Walker présente un bill relatif à l'instruction publique qui est référé au comité de l'Instruction publique. Le bill porte que le budget des écoles se composera d'une taxe d'Etat d'un *mill* par piastre, d'une taxe de paroisse d'un *mill* par piastre, et de la moitié d'une taxe de capitation d'une piastre et demie. Le gouverneur nommera, avec l'approbation du Sénat, deux assistants-surintendants de l'Instruction publique. Les jurys de police, dans les paroisses rurales, nommeront les directeurs d'écoles, lesquels rempliront ces fonctions pendant un an. L'administration des écoles à la Nlle-Orléans sera confiée au conseil municipal : le maire nommera, avec l'approbation du dit conseil, les directeurs des Ecoles.

M. Pics présente un bill pour changer le nom de Brashear City en celui de Morgan City.

M. Wiltz dit qu'il approuve l'idée, mais que si la mesure doit faire perdre du temps, il serait d'avis qu'on la retirât afin que la Chambre puisse s'occuper de la partie la plus importante de la Législation.

M. Hahn voudrait savoir ce qu'a fait M. Morgan pour mériter l'honneur qu'on veut bien lui décerner. Le Dr Brashear était un honorable planteur de la Louisiane, et c'est d'après lui que la ville a été nommée. M. Morgan réside à New-York. A-t-il fondé un seul établissement d'intérêt public à Galveston, à Brashear ou à la Nlle-Orléans. Il a monopolisé des chemins de fer, voilà tout!

La suite de la prise en considération est interrompue par l'ordre du jour qui appelle le bill de M. Koontz relatif aux élections.

La Chambre, après avoir voté cinquante-six sections du projet de loi, s'ajourne au lendemain.

FRANCE ET ANGLETERRE.—A propos de la réception du nouvel ambassadeur de Turquie par le maréchal de Mac-Mahon, le *Times* vient de publier un article destiné à produire une grande sensation dans le monde diplomatique :

"Le temps viendra, dit le *Times*, où les circonstances surgeront que la France reprenne sa situation en Europe, et l'Angleterre serait heureuse de voir cette nation sentir ses forces assez rétablies pour avoir de nouveau une politique extérieure."

C'est la première fois, depuis nos désastres, que le *Times*, ce puissant organe de la publicité en Angleterre, reconnaît à la France le droit et le devoir de faire entendre sa voix dans le concert européen.

Nous sommes heureux de reproduire ces quelques lignes, à la fois comme un encouragement et comme un hommage rendu au gouvernement du maréchal de Mac-Mahon.

LE PROGRAMME DES IMPÉRIALISTES.—L'élection probable d'un assez grand nombre d'impérialistes au Sénat donne de l'intérêt à ce qui suit, extrait du *Figaro* :

M. de Cassagnac publie, dans le *Pays*, un article tendant à convaincre ceux qui croient le parti bonapartiste empressé de s'emparer du pouvoir, que ce parti ne compte qu'un petit nombre d'intransigeants, disposés dans ce but à toutes les manœuvres.

Nous sommes, dans le parti impérialiste, les plus nombreux qui voulons très-sincèrement respecter jusqu'à la fin de leur durée légale les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon.

Nous sommes les plus nombreux qui, dans les prochaines Assemblées, pensons à former un groupe conservateur patriote, ayant pour toute politique la politique de l'abnégation, du désintéressement.

Ce groupe se plaçerait résolument entre le Pouvoir et les énergumènes de notre parti qui voudraient l'attaquer, au nom de leurs espérances impatientes et désordonnées.

Mais ce groupe—j'ai toujours M. de Cassagnac qui parle—pourrait se trouver poussé à devenir hostile au gouvernement actuel, s'il trouve une opposition trop marquée parmi les fonctionnaires, pendant la campagne électorale.

Nous vous le répétons, (M. de Cassagnac s'adresse à l'administration), vous commettez une erreur des plus graves en vous imaginant que le parti impérialiste est limité à quelques énergumènes.

La grande masse est composée de transigeants, et leur transaction est celle que doit faire tout bon citoyen pour le salut de son pays.

Eh bien ! nous vous le demandons, alez-vous nous obliger, par vos attaques, par vos hostilités, par vos provocations, à marcher derrière les intransigeants de notre parti, auxquels vous donnerez raison, et qui auront le droit de nous mener à l'assaut contre vous ?

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le colonel Loan devant le Surgeon de police.

Le Bureau des commissaires de police s'est réuni hier matin pour prendre en considération l'accusation portée contre le chef de police, le colonel Loan, par un des commissaires, Mr Ryan.

Le chef d'accusation est comme suit :

Il est allégué que W. F. Loan, surintendant de la police, est coupable de négligence dans l'exercice de ses fonctions et de désobéissance aux ordres émanant du Bureau des commissaires.

L'ordre dont il est fait mention a été donné le 20 décembre 1875, sous forme d'une résolution adoptée par le Bureau, dont voici le texte :

Résolu, que le surintendant est requis par la présente de clore toutes les maisons de Banko dans les limites de la ville et de les garder closes. Dans ce but il est autorisé à employer des agents additionnels, et on le considérera comme étant strictement responsable pour ce qui regarde la mise à exécution de cet ordre.

Après lecture de l'acte d'accusation, le colonel Loan, qui assistait à la séance, a déclaré qu'il désirait que l'enquête fut commencée immédiatement, parce qu'il était prêt à se défendre.

Mr Ryan a demandé cependant que l'enquête fut ajournée à lundi prochain, parce que son principal témoin, qui est absent pour le moment, ne serait de retour à la Nouvelle-Orléans que lundi au plus tôt.

Mr Mc Carthy, administrateur du département de la police et seul représentant de la ville dans le Bureau des commissaires, a dit, qu'à son avis, l'enquête devrait être commencée sans retard, par considération pour le chef de police.

Jim Lewis, un autre commissaire, a demandé qu'il fut permis au surintendant de se déclarer coupable ou non coupable en ce qui regarde l'accusation portée contre lui.

Le colonel Loan a été donc déclaré non coupable et a ajouté qu'il se faisait fort de réfuter toutes les accusations, quelles qu'elles soient, qui seraient portées contre lui.

M. Ryan a renouvelé sa motion d'ajourner toute la question à lundi prochain, en disant que si l'enquête était de suite, elle fut commencée immédiatement, comme il n'était pas prêt à fournir les preuves nécessaires, il retirerait son accusation.

La motion d'ajournement a été mise aux voix et adoptée.

Le cas de l'agent J. Kerrigan, No 30, appartenant au premier precinct, accusé d'avoir battu cruellement un prisonnier nommé P. N. Brown, dans la nuit du 14 de ce mois, a été jugé ensuite, et cet agent indigne a été expulsé ignominieusement.

L'accusation de complicité, dans la même affaire, portée contre l'agent J. Fordyce, du second precint, a été retirée.

Les comités d'enquête de la Chambre.

Les deux comités d'enquête nommés par la Chambre des représentants, l'un chargé de s'occuper de la conduite officielle du pseudo-juge Hawkins, et l'autre chargé de s'occuper des agissements secrets du Bureau des commissaires de police, ne paraissent pas leur faire peur.

Des témoins sont examinés chaque jour, et quoique la presse n'ait pas été informée officiellement de ce que font ces comités, nous en savons assez pour espérer que le lumière se fera.

Une décision importante.

Le pseudo-juge Lynch de la Quatrième Cour de District, vient de rendre une décision importante en ce qui regarde l'autorisation accordée aux femmes en puissance de mari d'aliéner leurs propriétés.

Mme Anna M. G. Pilcher a été autorisée par le juge W. H. Cooley, lorsqu'il occupait le fauteuil de la Sixième Cour de district, de donner une hypothèque sur sa propriété à MM. Johnson & Goodrich pour la somme de dix mille piastres.

Ceux-ci n'ayant pas été remboursés ont fait saisir la propriété pour le montant de leur hypothèque et l'ont vendue depuis à Mr Walter Pugh, qui l'a revendue à Mr L. Schwartz.

Mme Pilcher réclame maintenant la propriété, en alléguant qu'elle n'a jamais été autorisée légalement à l'aliéner.

Comme l'autorisation est inscrite, cependant, dans les régistres de la Sixième Cour de District, le pseudo-juge Lynch a décidé que l'on ne pouvait pas revenir sur cette autorisation accordée par un magistrat, ni contester l'exactitude du régistre.

Bureau des Ecoles.

Le Bureau des écoles a eu une séance, avant hier, à l'Hôtel-de-Ville.

Il n'a été question que de la routine ordinaire et du transfert de quelques professeurs et institutrices.

Il a été décidé également, après une assez longue discussion, que l'Ecole Normale serait transférée à une nouvelle bâtisse qui doit porter le même nom et qui est placée non loin de l'ancienne.

Pickpocket arrêté.

John Henry, jeune homme de dix-huit ans, a été arrêté hier, rue du Canal, près du Passage de la Bourse, accusé par Mr S. Danmar d'être un pickpocket.

On a logé gratuitement John Henry au poste de police du troisième precinct.

Personnage suspect.

Le *facies* de Jack Eddings ne plaît pas à la police. C'est probablement la raison pour laquelle il a été arrêté hier par l'agent Ballon, qui l'accuse d'être un personnage suspect.

Bureaux trouvés ouverts.

On se plaint des voleurs, et pourtant il y a des personnes assez négligentes pour laisser les portes de leurs bureaux ouvertes.

Tel a été le cas, avant-hier soir, pour les bureaux de M. H. W. Robinson, rue Corondelet No 79, et de M. H. Ernest, No 62 de la même rue.

Le Grand Jury.

Le grand jury a trouvé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre Bernard Baumgarden pour le meurtre d'un jeune garçon nommé Chas. Adams, qui a été tué le 24 décembre dernier.

L'avocat de district a fait un affidavit contre le même Baumgarden pour homicide.

Homme battu par une femme.

Mme Catherine Finlay, quoiqu'appartenant au sexe faible, ayant à se plaindre d'un certain Jefferson Jordan à propos de lui-ci comme plainte. Jordan, ce se sentant pas le plus fort, a fait appel à la police, et la terrible Mme Finlay a été arrêtée, sur une accusation d'assaut et batterie.

—o—

TEMPERATURE.—21 Jan. 1876.

Thermomètre de C. DUNAMY, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	59	15
12 M.	68	20
3 P. M.	67	19
6 P. M.	63	17

L'INCENDIE DE LA MAIRIE DE BORDEAUX. —La *Gironde* donne des détails sur cet incendie et termine ainsi :

L'incendie n'a pu être circonscrit que vers une heure, et le feu n'était pas encore complètement éteint au point du jour.

Disons bien vite, avec satisfaction, que les œuvres d'art, les papiers et documents, les plans du cadastre, les meubles de prix garnissant les appartements, tout a été sauvé pu, tout d'abord, sauver les livres de banque, les comptes et tous les registres de la caisse municipale ; il n'avait même pas été touché aux fonds déposés dans le coffre-fort, qui, du reste, est incombustible, que nous avons signalé ; mais les bureaux de la caisse ont été fortement endommagés. Le feu s'est arrêté au seuil ; la salle du Conseil, qui est, aujourd'hui complètement détruite, l'était, menaçant de communiquer les flammes à tout le premier étage.

Le plancher de la salle du Conseil, qui était déjà brûlé en partie, a onze heures et demie, menaçait les appartements du rez-de-chaussée. Il fallait les préserver, et on a dû inonder le premier étage. Les salons officiels du rez-de-chaussée, le grand salon blanc surtout, ont reçu d'énormes quantités d'eau. Toute cette partie de l'édifice—la plus somptueuse—est fort détériorée.

On disposait, depuis plusieurs jours, les salons du rez-de-chaussée pour les réceptions du 1er janvier. Objets d'art, statues, meubles de luxe, tentures, ornaient les vastes appartements. Nous aimons à croire que ce mobilier d'une valeur artistique très grande, n'aura pas subi de trop rudes atteintes. Les dommages souffrets par le bâtiment sont énormes : on les évalue à plus de fr. 400,000.

SEINE-INFÉRIEURE.—Les exercices du dompteur Bidel ont été marqués hier, au Hâvre, par un dramatique incident.

Au moment de la rentrée de toute le personnel fauve dans la grande cage-théâtre, lorsque le dompteur venait de placer le mouton sur le dos de la lionne, un lion s'élança sur l'innocente bête, et, la saisissant par reins, l'emporta dans sa gueule, et, bondissant avec furie, il se jeta au milieu des autres animaux affolés de terreur.

Un cri d'épouvante a retenti à toutes les bouches.

Bidel, déployant un courage au-dessus de tout éloge, se précipita sur le lion et lui asséna un violent coup de bâton qui força celui-ci à lâcher sa proie. A force de sang-froid, il réussit à faire rentrer le terrible animal dans sa cage. Le lion, vaincu enfin,—car à trois reprises différentes il avait voulu s'élancer sur le dompteur,—s'accroupit et ne bougea plus. Puis, par le geste, il rétablit l'ordre dans le troupeau hurlant, au milieu des exclamations enthousiastes du public tout entier.

—55.—

Vipères sœurs d'un fole en désordre. Un fole en désordre joue de vilains tours avec les organes digestifs, les boyaux, les reins, le sang et inflige à son infortuné possesseur une infinie variété de symptômes désagréables, parmi lesquels nous pouvons mentionner la jaunisse de la peau et du blanc des yeux, la langue chargée, la nausée, le mal de tête, le vertige, douleur au côté ou dans l'estomac, la lourdeur dans le jour et l'agitation la nuit, la difficulté d'évacuer et même l'irritation de la vessie et du canal de l'urethre. Les "Forester's stomach Bitters" discipliment l'organe rebelle et obvient aux manifestations hideuses plus rapidement, et plus certainement que toute autre chose et sont infiniment plus agréables et plus sains que les évacuations violentes avec lesquelles les gens bleus persécutent leurs malheureux boyaux et leur estomac, sur la fausse impression qu'ils régularisent leur foie.

SERVICE FUNEBRE.

Un service funèbre sera célébré à la Cathédrale St Louis, lundi le 24 janvier à huit heures du matin, pour le repos des âmes de JEAN-BAPTISTE PAILLAS LAVIE et de CATHERINE VICTORINE MARJOLET, épouse de ALEARD LAMBERT. Les amis et connaissances des deux familles sont priés d'y assister.

MESSE.

Une messe sera dite le lundi 24 janvier 1876, à 7 heures du matin précises, à la cathédrale St-Louis, pour le repos de l'âme de feue MARIA CORA GAUTHIER, épouse de J. B. Sicard. Les parents, amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à y assister.

De la part de son époux.

2 f.

Département des Finances.

Hôtel de Ville,
Nlle-Orléans, 22 janvier 1876.

DES propositions cachetées seront reçues, par les "Commissaires de la dette consolidée", jusqu'au 12 février, à midi, pour la vente, à la ville, de trois cent cinquante mille piastres ($350,000) de bons de la ville de la Nlle-Orléans, y compris les emprunts, actuel et des anciennes villes de Jefferson et de Carrollton. Les enchères devront indiquer le montant de l'intérêt, des dits bons et toutes les offres doivent couvrir le capital et l'intérêt.

Le droit de rejeter toutes enchères est réservé.

ED. PILSBURY,
Administrateur des Finances.
22janv—lfpesm d2f6v

Bureaux de la Compagnie d'Assurance des Pompiers,

Au coin des rues Gravier et Camp.

Nlle-Orléans, 19 janvier 1876.

Aujourd'hui a une réunion des directeurs, il a été résolu de déclarer les dividendes suivants provenant du bénéfice net des dix mois expirés le 31 décembre 1875 :

1. Dix (10) pour cent d'intérêt annuel sur le capital payé.

2. A porter au fonds de réserve conformément à la sec 3 de l'art. VIII de la Charte—cinq (5) pour cent.

3. A porter au crédit de la Société Charitable des Pompiers de la Nlle-Orléans, pour le soutien des veuves et des orphelins, ainsi que pour le système d'assistance générale de la dite Société, conformément à la sec. 4, de l'art. VIII de la Charte—dix (10) pour cent.

4. Cinq (5) pour cent de dividende) intérêt sur le capital payé.

5. Quarante (40) pour cent de dividende aux assurés participants.

Toutes les déclarations de dividendes aux actionnaires seront portées au crédit des billets pour actions (stock notes), conformément à la section 5, de l'art. VIII de la Charte.

Les dividendes participants déclarés aux assurés qui ne sont pas actionnaires, sont payés comptant sur demande.

J. N. MARKS, Président.
T. PRUDHOMME, Vice-Président.
R. H. BENNERS, Secrétaire.

Directeurs :

Jacob Alexander,	Wash. Marks,
Léon Bertoli,	B. M. Pond,
H. H. Bierhorst,	T. Prudhomme,
L. B. Caln,	C. Sport,
John Fitzpatrick,	Otto Thomas,
C. Taylor Gauche,	Geo. Waters,
Chas. Hemard,	L. A. Wiltz,
Alf. H. Isaacson,	B. Wormann,
A. P. Kip,	I. N. Marks.

22janv—12s

Avis aux consignataires.—Le steamer allemand FRANKFURT, capitaine V. Eurlow, arrivé de Brême et du Havre, commencera son déchargement, à son quai, poteau 41, cette district, SAMEDI, 22 du courant, à midi. Les consignataires sont priés de venir payer leurs acomptes et de faire aux bureaux des soussignés et venir recevoir leurs marchandises sur le quai, autrement elles seront emmagasinées à leurs frais et risques.

ED. F. STOCKMEYER & Co.,
No 82 et 84 de la rue de l'Union.

Demande d'ouvrières.

DES OUVRIERES en robes trouveront à s'employer en s'adressant au No. 256 de la rue Royale, entre Dreuilles et St-Philippe, chez Madame LAGAZE.

22janv—2f

LE MEILLEUR DES ENGRAIS DU SUD.

ENGRAIS DE STERN SUPER PHOSPHATE D'OS ET OS PURS PULVÉRISÉS.

MANUFACTURÉ PAR LA RAW BONE SUPER PHOSPHATE AND CHEMICAL MANUFACTURING COMPANY, POUR FAIRE DE BELLES RÉCOLTES.

En offrant aux planteurs ces engrais bien connus et que fabrique le STERN'S FERTILIZER AND CHEMICAL MANUFACTURING COMPANY (manufacture d'engrais et de produits chimiques de Stern) nous sollicitons respectueusement votre patronage.

Le SUPER PHOSPHATE D'OS ET LES OS PURS MOULUS, dont la fabrication repose sur des principes scientifiques et qui sont préc